

COMPTE RENDU DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU MERCREDI 10 FEVRIER 2016 A VOUZIERS

Ayant pouvoir de vote: Mesdames BAUDART Martine, COSSON Pauline, COURAULT Josette, FABRITIUS Béatrice, FOURCART Marie-Hélène, JACQUET Ghislaine, LEFORT Sylvie, LENFANT Maryvonne, LESUEUR Patricia, MELIN Pascale, MERCIER Agnès, NOIRANT Louissette, PAYEN Françoise, PIEROT Chantal, RAULIN Suzanne, ROGER Magali, VERNEL Martine et Messieurs ADAM Claude, ADIN Michel, BARRE Régis, BEBIN Patrick, BESANCON Tony, BIENVENU Bernard, BOIZET Guy, BOUILLON Daniel, BOUILLON Mathieu, BOXEBELD Pascal, BROUILLON Patrick, CANIVENQ Roland, CARPENTIER Dominique, COLSON Dominique, COLSON Gilles, CORNEILLE Jean-Pierre, COURVOISIER CLEMENT Frédéric, DARCO Philippe, DEBOURCES Claude, DEGLAIRE Gérard, DEMISSY Pierre, DUGARD Yann, ETIENNE Philippe, FERON Patrice, FLEURY Vincent, GAVART Vincent, GODART Olivier, GOMES Antonio, GOMEZ Jean-Baptiste, GROSSELIN Jacques, GROSSELIN Jean-Marc, HAULIN Bernard, HUREAU Benoît, JUILLET Bruno, LAHOTTE Hervé, LAMY Dominique, LANTENOIS Jacques, LAURENT CHAUVET Pierre, LEJEUNE Gilles, LORIN Dominique, LOUIS Jean-Marc, MALVAUX André, MANCEAUX Christophe, MAS Raoul, MASSON Jean-Philippe, MATHIAS Frédéric, MEIS Michel, MULLER Jean-Claude, NIZET Daniel, NIZET Jacky, OUDIN Hubert, PAYEN Guy, PHILIPPE Ludovic, PIC Jean-Yves, PIERSON Florent, POU CET Eric, QUEVAL Guillaume, RACOUR Patrick, RATAUX Frédéric, RAULET Olivier, RENARD Damien, SCHWEMMER Mickaël, SIGNORET Francis, SINGLIT Benoit, SOUDANT Gérard, THIERION Vincent, THIERY Pierre, THOREL Dominique, VAIRY Lionel, VALET Bruno, VIEILLARD Jean-Claude.

Représentés: Mesdames BEGNY Agnès donne pouvoir à Monsieur SINGLIT Benoit, PASSERA Karine donne pouvoir à Madame LESUEUR Patricia, THOMAS Andrée donne pouvoir à Madame ROGER Magali et Messieurs BOUILLON Jacques donne pouvoir à Monsieur GODART Olivier, BROYER Jean donne pouvoir à Madame BAUDART Martine, CANNAX Francis donne pouvoir à Monsieur PIERSON Florent, LESOILLE Patrick donne pouvoir à Monsieur BOUILLON Daniel.

Absents Excusés: Mesdames BRUSA Régine, DAPPE Christine, DEVERS Marie-Hélène et Messieurs BARDIAUX François, BRUAUX René, CERRAJERO Eladio, COLIN Michel, DERUE Roger, DESWAENE Bruno, GAVART Régis, PINCON Georges, RICHELET Jean-Pol.

Absents non excusés: Mesdames BECHARD Isabelle, HERBAY Christelle, SEMBENI Anne et Messieurs BAUSSARD Thierry, BESTEL Bernard, CARRE Joël, CARTELET Michel, CHARTIER Thierry, DANNEAUX Dominique, DEGLAIRE Thierry, DION Christophe, GIRONDELOT Bernard, HAULIN Eric, HENRY Philippe, HULOT Christian, LANGE Didier, MEENS François, MIELCAREK Christian, OUDIN Denis, POTRON Francis, RAUSSIN Bruno, RENAUX Thierry, SEMBENI Alain, TORTUYAUX François.



Le quorum étant atteint, Monsieur le Président ouvre la séance en remerciant les délégués communautaires de leur présence ainsi que Monsieur Stéphane BARDOUX Assistant à Maitrise d'ouvrage pour la société Mission H2O.

Il demande à Madame Sophie LAURENT WOILLOT, nouvel agent en charge du Développement Economique de se présenter.

Madame Sophie LAURENT WOILLOT indique qu'après avoir fait 3 ans de classes préparatoires en Lettres Classiques, elle s'est tournée vers une formation en Gestion du personnel et des Ressources Humaines puis a obtenu un Master en Administration des Entreprises. Depuis, elle a notamment travaillé en tant que chef de projets développement économique dans une chambre consulaire dans l'Aisne.



Monsieur Raoul MAS est désigné secrétaire de séance, à l'unanimité.



1. APPROBATION DU COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU 15/12/2015

Aucune remarque n'étant apportée, les membres du Conseil communautaire APPROUVENT le compte rendu de la séance du 15 décembre 2015, à l'unanimité.

2. CENTRE AQUATIQUE COMMUNAUTAIRE: Attribution du marché de délégation de service public

Monsieur le Président remercie les membres de la commission de Délégation de Services Publics (Madame, MERCIER Agnès, et Messieurs ADAM Claude, CARPENTIER Dominique, COURVOISIER-CLEMENT Frédéric, DUGARD Yann, GODART Olivier, MANCEAUX Christophe et SIGNORET Francis) qui ont travaillé sur ce dossier.

5 candidats avaient remis un dossier avant la date limite de remise des candidatures :

- VERT MARINE
- ESPACE RECREA
- CARILIS
- EQUALIA
- COM SPORT

La CDSP du 4 février 2015 a admis les 5 candidats à remettre une offre, puis lors de la séance du 14 avril 2015, a été d'avis d'engager des négociations avec les 3 candidats présentant la meilleure offre, à savoir :

- Carilis
- Equalia
- Vert Marine

Le président a suivi cet avis. Ces candidats ont donc été invités à remettre une offre avant le 10 décembre 2015.

La parole est laissée à Monsieur Stéphane BARDOUX, qui explique que sa société travaille depuis plusieurs années au côté de la 2C2A sur le futur centre aquatique communautaire. Il indique que de nombreux échanges ont eu lieu avec les services de la 2C2A afin d'établir un cahier des charges permettant de sélectionner un candidat en adéquation avec le territoire.

Les critères de sélection ont été les suivants :

Moyens humains et techniques affectés à l'exécution du contrat : 10 %

Qualité et dynamisme de l'offre d'exploitation proposée : 45 %

Pertinence et cohérence de l'offre financière : 45 %

M. BARDOUX présente le classement des 3 offres par critère de sélection ;
 Les moyens humains et techniques affectés à l'exécution du contrat :

| | Vert Marine | Equalia | Carilis |
|---|------------------------|---------------------|---------------------------------------|
| Adéquation des effectifs et des compétence des personnels | Peu satisfaisant ** | Satisfaisant *** | Peu Satisfaisant à satisfaisant ** |
| Qualité, entretien et adaptation du matériel | Satisfaisant *** | Satisfaisant *** | Satisfaisant *** |
| Note attribuée | 5/8 | 6/8 | 5/8 |
| Pondération sur 10 | 6,25 | 7,5 | 6,25 |

Synthèse :

L'offre de Vert marine est relativement floue concernant le personnel engagé ainsi que sur la reprise du personnel de la ville de Vouziers.

L'offre d'Equalia est satisfaisante, mais cette entreprise a régulièrement des problèmes avec son personnel dans d'autres structures.

L'offre de Carilis est conforme, s'appuie sur le BESSAN du club lorsque celui-ci est présent. Par contre, le personnel est peut-être légèrement sous dimensionné.

Qualité et dynamisme de l'offre d'exploitation proposée : 45 %

| | Vert Marine | Equalia | Carilis |
|--|------------------------|------------------------|---------------------------|
| Qualité et diversité du programme des activités et animations | Satisfaisant *** | Peu Satisfaisant ** | Très satisfaisant **** |
| Cohérence du planning d'ouverture de l'équipement | Peu Satisfaisant ** | Satisfaisant *** | Satisfaisant *** |
| Complémentarité du programme d'exploitation avec les équipements voisins | Satisfaisant *** | Peu Satisfaisant ** | Satisfaisant *** |
| Qualité du plan et des actions de communication | Satisfaisant *** | Satisfaisant *** | Satisfaisant *** |
| Qualité du process d'entretien et de maintenance | Satisfaisant *** | Satisfaisant *** | Satisfaisant *** |
| Mesures envisagées pour l'hygiène et la sécurité | Satisfaisant *** | Satisfaisant *** | Satisfaisant *** |
| Note sur 24 | 17 | 16 | 19 |
| Pondération sur 45 | 32 | 30 | 35,5 |

Synthèse :

Vert Marine

- Le projet d'animation est satisfaisant mais ne semble pas avoir suffisamment pris la mesure du territoire et la cohabitation avec le club.

- L'entretien et la maintenance effectués en interne par VM sont de qualité.

Equalia

- Reste plus classique dans son offre sans grande innovation.
- L'espace forme semble fermé le lundi ce qui est pénalisant

Carilis

- Carilis a fait une étude très poussée du territoire, des piscines concurrentes, des besoins du club et de la natation scolaire. C'est également l'offre la plus développée concernant l'aménagement et l'animation de l'espace forme.
- Techniquement, la qualité et le dynamisme de l'offre d'exploitation du groupe Carilis sont supérieurs aux 2 autres candidats.
- L'entretien et la maintenance réalisés par COFELY AXIMA sont de qualité.
- Plan de communication et actions de communication sont importants pour cette société.
- Aucun jour de fermeture et grandes amplitudes horaires

Pertinence et cohérence de l'offre financière : 45 %

| | Vert Marine | Equalia | Carilis |
|--|---------------------------------------|---------------------------------------|---|
| Pertinence et cohérence de la grille tarifaire | Respect du tarif plafond imposé ** | Respect du tarif plafond imposé ** | Grille tarifaire moins élevée mais moins complète ** |
| Montant de la subvention 2C2A + scolaires | 408 955 ** | 337 663 **** | 411 740 ** |
| Pertinence et cohérences du compte d'exploitation | Pas de détail des frais généraux * | Cohérent ** | Cohérent ** |
| Risque commercial supporté | Elevé *** | Limité * | Médian ** |
| Formule d'indexation | Adaptée ** | Adaptée ** | Adaptée ** |
| Mécanismes de garantie | Satisfaisant ** | Satisfaisant ** | Satisfaisant ** |
| Note sur 15 | 12 | 13 | 12 |
| Pondération sur 45 | 36 | 39 | 36 |

Synthèse :

Vert Marine

La contribution plus élevée s'explique par un niveau de charges plus élevé qui n'est pas compensé intégralement par le risque commercial pris sur les recettes.

Le compte d'exploitation est également relativement peu clair.

Equalia

Offre la plus performante en termes de coût financier grâce à une optimisation des charges. La tarification plus élevée permet de diminuer le montant de la contribution annuelle.

Carilis

Des coûts d'exploitation optimisés (même niveau qu'Equalia), mais avec une tarification plus avantageuse qui entraîne une majoration de la contribution par rapport à Equalia.

Récapitulatif :

| Critères | Vert Marine | Equalia | Carilis |
|--|--------------|-------------|--------------|
| Moyens humains et techniques | 6,25 | 7,5 | 6,25 |
| Qualité et dynamisme de l'offre d'exploitation | 32 | 30 | 35,50 |
| Pertinence et cohérence de l'offre financière | 36 | 39 | 36 |
| Note consolidée | 74,25 | 76,5 | 77,75 |
| Classement | 3 | 2 | 1 |

Présentation de la grille tarifaire :

| TARIFICATION DU CENTRE AQUATIQUE EN € TTC | Vert Marine | Vert Marine (hors 2C2A) | CARILIS | CARILIS (hors 2C2A) | EQUALIA | EQUALIA (hors 2C2A) |
|---|-------------|-------------------------|----------|---------------------|------------|---------------------|
| ENTREES PUBLIC espace aquatique | | | | | | |
| Entrée | 4,80 € | 5,50 € | 4,00 € | 4,50 € | 4,80 € | 5,60 € |
| Entrée réduite (-15 ans et séniors) | 4,00 € | 4,50 € | 3,00 € | 3,50 € | 4,00 € | 4,60 € |
| Enfants - de 3 ans | gratuit | gratuit | gratuit | gratuit | gratuit | gratuit |
| Carte famille | 25,00 € | 25,00 € | | | 16,00 € | 18,40 € |
| Entée adulte famille | 2,40 € | 2,75 € | | | | |
| Entrée réduite famille | 2,00 € | 2,25 € | | | 4,00 € | 4,60 € |
| Carte 10 entrées | 44,00 € | 50,42 € | 36,00 € | 40,00 € | 44,00 € | 51,00 € |
| Carte 10 entrées réduites | 36,67 € | 41,25 € | 27,00 € | 31,00 € | 36,00 € | 42,00 € |
| Anniversaire - soirées à thème | 10,00 € | 10,00 € | | | 11,50 € | 13,50 € |
| ALSH - groupes divers* | 3,00 € | 3,50 € | 2,50 € | 3,00 € | 4,00 € | 4,50 € |
| Comités d'entreprise (carnet de 50 entrées) | 216,00 € | 247,50 € | 200,00 € | | 216,00 € | 252,00 € |
| Entrée piscine-détente-forme | 15,00 € | 17,00 € | 8,00 € | 9,00 € | 12,00 € | 14,00 € |
| LOCATION/MANIFESTATIONS | | | | | | |
| Ligne d'eau/heure | 15,00 € | 25,00 € | 15,00 € | 30,00 € | 20,00 € | 35,00 € |
| Intervention MNS - 1 heure | 30,00 € | 35,00 € | | | 33,00 € | 38,00 € |
| 1 heure bassin sportif | | | | | 80,00 € | 140,00 € |
| Location centre aquatique - 1/2 journée | 1 200,00 € | 1 500,00 € | | | 1 200,00 € | 1 500,00 € |
| Location centre aquatique - 1 journée | 2 000,00 € | 2 500,00 € | | | 1 850,00 € | 2 500,00 € |
| 1 journée halle aquatique + espace wellness | | | | | | |
| ABONNEMENTS | | | | | | |
| PASS AQUATIC Abonnement mensuel | 22,90 € | 22,90 € | | | 25,00 € | 25,00 € |
| PASS AQUAFORME (piscine + aquagym) Abonnement mensuel | 39,90 € | 39,90 € | | | 35,00 € | 35,00 € |
| PASS FORME (piscine + forme+ détente) Abonnement mensuel | 44,90 € | 44,90 € | | | 75,00 € | 85,00 € |
| PASS FORME (piscine + forme+ détente) Abonnement annuel | | | | | | |
| PASS LIBERTE (piscine + aquagym + forme + détente) Abonnement mensuel | 49,90 € | 49,90 € | 29,90 € | | 39,00 € | 39,00 € |
| Carte d'adhésion | 30,00 € | 45,00 € | 20,00 € | | 60,00 € | 75,00 € |
| ACTIVITES ENCADREES / COURS | | | | | | |
| Activité Séance | 10,00 € | 12,00 € | 8,00 € | 9,00 € | 10,00 € | 11,50 € |
| Trimestre** | 100,00 € | 120,00 € | | | | |
| Année** | 240,00 € | 260,00 € | | | | |
| Stage semaine été - natation | 60,00 € | 70,00 € | | | | |
| 10 séances Basic | | | 72,00 € | 81,00 € | 85,00 € | 105,00 € |
| Séances aquabiking | 12,50 € | 13,00 € | 14,00 € | | 13,00 € | 15,00 € |
| 10 séances | 114,58 € | 143,00 € | 120,00 € | | 110,00 € | 128,00 € |
| SCOLAIRES | | | | | | |
| 2C2A 1er degré | 80,00 € | 100,00 € | 70,00 € | | 90,00 € | |
| 2C2A 2nd degré | 55,00 € | 75,00 € | 70,00 € | | 90,00 € | |
| Extérieurs 1er degré | | | | 80,00 € | | 105,00 € |
| Extérieurs 2nd degré | | | | 80,00 € | | 105,00 € |

Monsieur le Président précise que la société CARILIS propose le tarif de 4.00€ pour une entrée simple pour les personnes du territoire alors que les 2 autres sociétés proposent un ticket à 4.80€, ce qui se traduit dans le montant de la subvention.

Monsieur Frédéric MATHIAS s'interroge sur les « cases blanches » de cette grille tarifaire ; il lui est répondu que l'offre de CARILIS est plus simple et plus claire que les autres.

Monsieur Stéphane BARDOUX indique que les tarifs, tout comme les plannings, les horaires ... peuvent évoluer si le besoin s'en ressent.

Il indique également que la société CARILIS a fait une étude très poussée du territoire avec analyse des piscines concurrentes, des besoins du Club et de la natation scolaire.

Monsieur le Président rappelle qu'au tout début de ce projet, il avait été conclu avec les membres du Conseil communautaire que le déficit de fonctionnement ne devrait pas dépasser 500 000€; l'offre CARILIS permet de respecter ce fil conducteur.. De plus, il est rappelé qu'actuellement la subvention versée à la commune de VOUZIERS pour le fonctionnement de la piscine est de 250 000€.

Le Bureau communautaire du 1^{er} février 2016 a émis un avis favorable pour l'offre de CARILIS.

Monsieur Hervé LAHOTTE explique que la société CARILIS s'est basée sur une fréquentation de 50 000 personnes pour l'espace aquatique, ce qui supérieure aux prévisions des autres délégataires. Il demande quel est le nombre d'entrées à la piscine de Vouziers actuellement et qu'est-ce qui se passe si CARILIS n'atteint pas ce nombre d'entrées ;

Il est répondu que la piscine actuelle a environ 30 000 entrées annuelles, hors club nautique.

Monsieur Stéphane BARDOUX informe les membres du Conseil communautaire qu'en cas de fréquentation plus faible, la perte doit être supportée par la société CARILIS. La clause de revoyure de la subvention peut être activée uniquement en cas de modification substantielle des conditions initiales du contrat, notamment si un autre centre aquatique s'ouvre à moins de 25 kms de VOUZIERS.

Monsieur Hervé LAHOTTE souhaite savoir ce que va devenir le personnel de la piscine actuelle ; Monsieur Stéphane BARDOUX explique que le personnel est repris par la DSP via une mise à disposition. Monsieur le Président indique que la reprise des agents faisait partie du cahier des charges et est prévue par les 3 sociétés. Une réunion aura lieu rapidement entre le délégataire et les agents concernés par la mise à disposition.

Plus aucune question n'étant posée, les membres du Conseil communautaire DECIDENT de confier à la société CARILIS le marché de délégation de service public pour la gestion du centre aquatique communautaire de VOUZIERS et CHARGENT le Président de signer tous les actes à intervenir, à l'unanimité.

3. FINANCES

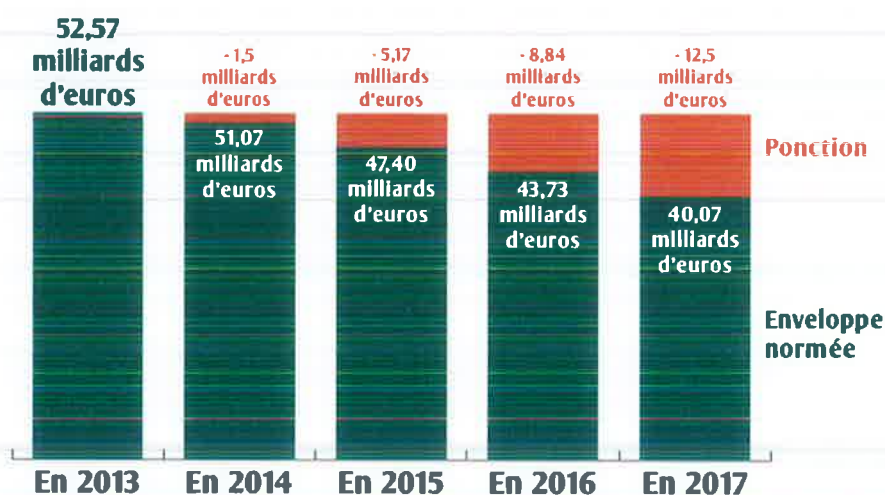
a/ Débats d'orientations budgétaires

Monsieur Léo MAKSUD rappelle le contexte national :

- La baisse des dotations

Dans le cadre du plan national d'économies de 50 milliards d'euros pour 2014-2017, le montant des dotations versées par l'Etat baissera de 11 milliards d'euros. Cette baisse fait suite à une autre baisse de 1,5 milliards d'euros des dotations entre 2013 et 2014.

Cela concerne « l'enveloppe normée » qui s'élevait en 2013 à 52,57 milliards d'euros dont 41,5 Mrd de DGF et 11 Mrd de diverses autres dotations.



| Année | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|-------------------------|----------|----------|----------|----------|
| Prélèvement DGF 2C2A | - 32 337 | -111 408 | -190 493 | -269 362 |

- La montée en puissance du FPIC

Le FPIC (Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales) correspond à une redistribution des ressources des ensembles intercommunaux les plus favorisés vers les plus défavorisés. Certains ensembles intercommunaux sont donc contributeurs et d'autres sont bénéficiaires.

Doté d'un montant de 150 millions d'euros à sa création en 2012, il est prévu qu'il monte en puissance jusque 2017.

| Année | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|------------------------------|--------|--------|---------|---------|---------|---------|
| Montant perçu par la 2C2A | 24 210 | 78 637 | 132 194 | 174 216 | 223 353 | 245 689 |

Il est perçu par l'ensemble du bloc communal, c'est-à-dire à la fois l'intercommunalité et les communes.

Rétrospective financière de la 2C2A, années 2011 à 2015 (prévisionnel)

Objectifs :

Une analyse financière rétrospective étudie l'évolution des finances de la 2C2A sur les 5 dernières années. Elle comporte plusieurs étapes:

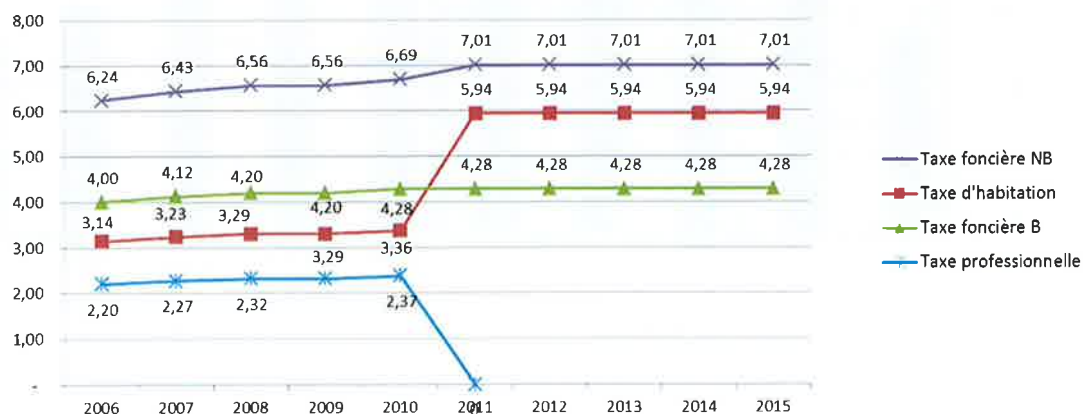
- Analyse des dépenses et des recettes
- Suivi des investissements
- Evolution de la dette et des équilibres financiers
- Suivi des ratios financiers

Elle concerne les comptes consolidés, c'est-à-dire l'ensemble des budgets à l'exception du budget déchets ménagers, qui est dans l'obligation de s'autofinancer indépendamment du budget principal.

L'opération Natura 2000 est également retirée lors de l'analyse car elle est intégralement financée par l'Etat et l'Europe,

| | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|-------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Total recettes réelles | 3 053 162,92 | 3 138 036,14 | 3 400 942,63 | 3 572 079,22 | 3 987 764,48 |
| Total dépenses réelles | 1 776 810,06 | 1 815 362,21 | 2 024 657,91 | 2 209 497,82 | 2 381 153,67 |
| Epargne de gestion | 1 276 352,86 | 1 322 673,93 | 1 376 284,72 | 1 362 581,40 | 1 606 610,81 |
| Frais financiers | 84 745,21 | 89 767,54 | 129 377,03 | 179 018,33 | 202 006,17 |
| Epargne brute | 1 191 607,65 | 1 232 906,39 | 1 246 907,69 | 1 183 563,07 | 1 404 604,64 |
| Remboursement capital | 577 064,69 | 578 273,90 | 685 716,81 | 467 996,43 | 423 761,67 |
| Epargne nette | 614 542,96 | 654 632,49 | 561 190,88 | 715 566,63 | 980 842,97 |
| en cours de dette | 2 751 312,75 | 3 373 038,85 | 3 837 322,04 | 5 369 325,61 | 4 945 563,93 |
| Marge d'autofinancement | 0,20 | 0,21 | 0,17 | 0,20 | 0,25 |
| Encours de dette (en années) | 2,31 | 2,74 | 3,08 | 4,54 | 3,52 |

L'année 2015 est marquée par une amélioration des résultats financiers expliqués par une hausse importante des recettes liées à la fois à des hausses structurelles et conjoncturelles.

Evolution taux d'imposition
Evolution des taux d'imposition de 2006 à 2015


| Taux d'imposition | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|-------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|-------|-------|-------|
| Taxe d'habitation | 3,14 | 3,23 | 3,29 | 3,29 | 3,36 | 5,94 | 5,94 | 5,94 | 5,94 | 5,94 |
| Taxe foncière B | 4,00 | 4,12 | 4,20 | 4,20 | 4,28 | 4,28 | 4,28 | 4,28 | 4,28 | 4,28 |
| Taxe foncière NB | 6,24 | 6,43 | 6,56 | 6,56 | 6,69 | 7,01 | 7,01 | 7,01 | 7,01 | 7,01 |
| Taxe professionnelle | 2,20 | 2,27 | 2,32 | 2,32 | 2,37 | 0 | | | | |
| Cotis foncière Entreprises | | | | | | 4,49 | 4,49 | 20,72 | 20,72 | 20,72 |

Éléments de prospective financière, Années 2016 à 2020

Objectifs :

Une analyse financière prospective étudie l'évolution potentielle des finances de la collectivité sur les prochaines années. Elle ne peut prévoir de façon exacte l'évolution des ratios financiers mais permet d'appréhender l'impact des investissements et actions programmés sur les finances de la 2C2A.

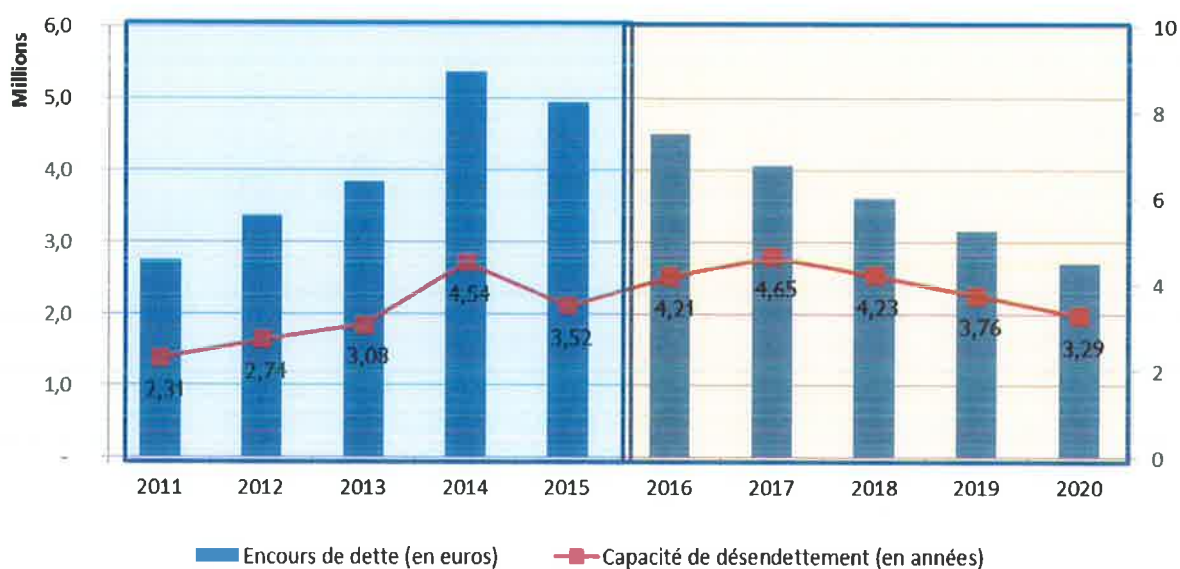
Dans le cas présent, cela permet surtout d'analyser les principales évolutions des prochaines années sur la 2C2A, à savoir :

- Le coût d'investissement et de fonctionnement de la nouvelle piscine
- La baisse des dotations de l'Etat
- La montée en puissance du Fonds de Péréquation Intercommunal (FPIC)

Comme l'analyse rétrospective, elle concerne les comptes consolidés, c'est-à-dire l'ensemble des budgets à l'exception du budget déchets ménagers, qui est dans l'obligation de s'autofinancer indépendamment du budget principal.

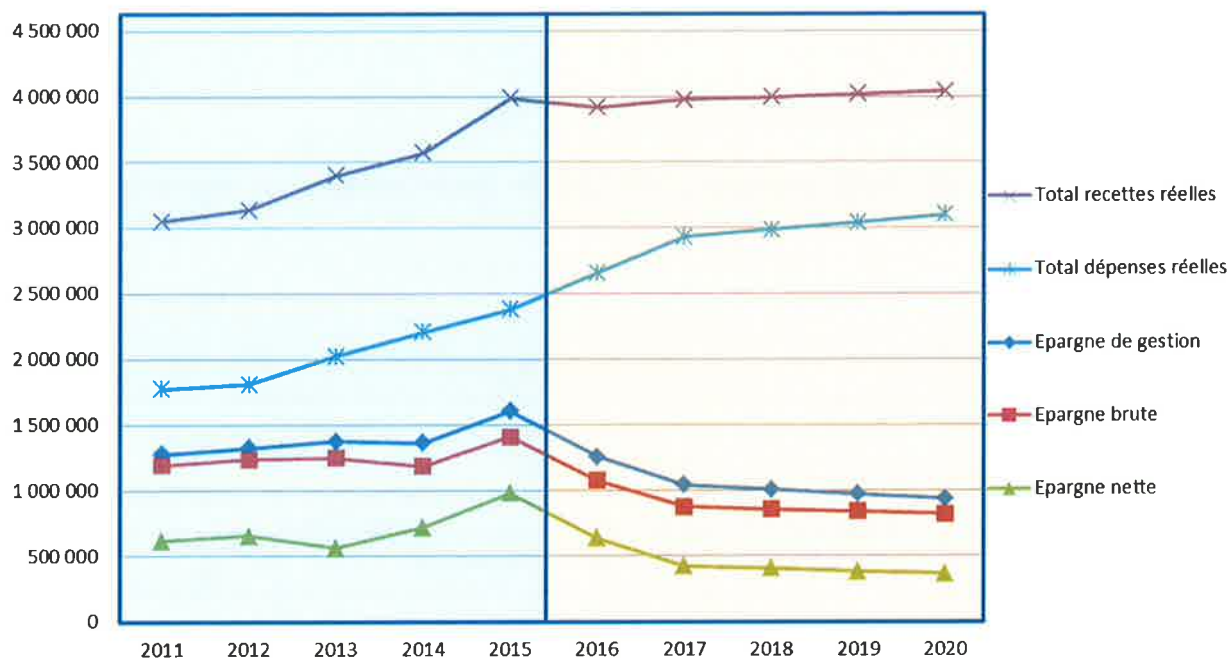
Analyse de la dette et de la capacité de désendettement

Evolution de l'encours de dette et de la capacité de désendettement



Analyse de l'autofinancement

Prospective financière avec intégration des investissements



Fonctionnement : Evolutions 2015-2016

A/ BUDGET GENERAL FONCTIONNEMENT

Evolution des dépenses

- Hausse 2% des coûts de personnel: 15 000€
- Réorganisation service développement éco : - 28'000€
- Total: - 13 000€

Evolution des recettes

- FPIC: + 49 000€
- DGF : - 99 000€
- Correctif TH : - 40 000€
- Revalorisations bases d'imposition : + 23 000€
- Total: - 67 000€

Soit une perte de 54 000€

Les actions nouvelles

- Programme LEADER (4'000€ par an)
- Centre aquatique communautaire (190 000€ à proratiser sur la durée d'ouverture)
- Syndicat très haut débit : 21'400€

Surcoût de 215 000€ par an

Monsieur le Président souhaite informer les membres du Conseil communautaire que le syndicat mixte concernant le Très Haut Débit ne verra peut-être pas le jour ; cela va dépendre de la décision de la Région Alsace Champagne Ardenne Lorraine concernant la mise en place du très haut débit sur son territoire.

B/ BUDGET GENERAL : DEMANDE DES COMMISSIONS

Monsieur Olivier GODART prend la parole afin de rendre compte des demandes des différentes commissions de la 2C2A.

| Projet | Commission | Détail actions | Montant | Avis bureau |
|------------------------------|---------------------------------|--|--|-------------|
| Plan de communication | Développement économique | Impression, publicité, référencement | 10 500 € | Favorable |
| Blog | Développement économique | Assistance prestataire, hébergement, formation... | 2 000 € | |
| Livret d'accueil | Développement économique | Impressions | 1 000 € | |
| Stand et salons | Développement économique | Réalisation stand portatif + droits d'entrée et exposition | 10 000 € | |
| Achat de fichiers | Développement économique | | 3 352 € | |
| Hausse subvention UCIA | Développement économique | Notamment subvention investissement de 5000€ pour achat sonorisation | + 4 300 € (de 8900 à 13207) | Défavorable |
| Subvention FJEP-CS | Sport, vie associative, culture | Convention moyens 2016 | 8 000€ 33 000€ au lieu de 25 000€ | Favorable |
| Subvention « Les Tourelles » | Sport, vie associative, culture | Convention moyens 2016 | 4 000€ 33 000€ au lieu de 29 000€ | Favorable |
| Total | | | 43 152€ | |
| Plan local de santé | | Diagnostic préalable à la réalisation d'un plan local de santé | 30 000€ HT avec 15 000€ de DETR Soit 15 000€ | Favorable |

C/ PAD : FONCTIONNEMENT

| Charges générales | Evolution 2014/2015 | Commentaires |
|--|------------------------|--|
| Achat alimentation restaurant | 2 500 | Développement petite restauration en juillet aout |
| Energie/Electricité | -4 000 | Négociation suite mise en concurrence obligatoire |
| Télécommunication | | Baisse tarif et hausse débit suite renégociation -700 avec Orange |
| Mutualisation de moyens avec l'OTC pour aller en salon | | |
| Total | -2 200 | |

D/ PAD : Charges de personnel 2016

| | | |
|----------------------------------|--|------------|
| Charges de personnel 2015 nettes | | 276 000,00 |
| | 2 mois en plus (de 8 à 10) pour l'agent partagé avec Natura 2000 | 6 500,00 |
| | Evolution 2% | 5 500,00 |
| Evolution 2015/2016 | Passage temps plein cuisinier | 14 000,00 |
| | Passage 35h agent d'accueil | 6 000,00 |
| | Agent petite restauration | 4 000,00 |
| | Remplacement animalier par contrat avenir | -22 000,00 |
| Charges de personnel nettes 2016 | | 290 000,00 |

Investissements : Projets 2016
A/ PAD

| Nature investissements | Coût brut HT | Recettes éventuelles | Coût net |
|--|------------------|----------------------|-----------------|
| Extension hamac à bonds | 142 000 € | 113 600 € | 28 400 € |
| Enclos ratons laveur | 15 000 € | 10 500 € | 4 500 € |
| Harfang des neiges | 5 000 € | 0 | 5 000 € |
| Portes blindées | 13 500 € | 0 | 13 500 € |
| Matériel vidéosurveillance | 14 903 € | 0 | 14 903 € |
| Pose panneaux EDPAMS | 3 205 € | 0 | 3 205 € |
| Aménagement Aire de jeux | 6 500 € | 0 | 6 500 € |
| Chalet chiens loups | 2 200 € | 0 | 2 200 € |
| Divers investissements (éclairage, lunettes 3D...) | 8 435 € | 0 | 8 435 € |
| Total investissements | 210 743 € | 124 100 € | 86 643 € |

C/ DETAILS DES INVESTISSEMENTS

| Nouveaux Investissements | Coût brut | Recettes attendues | Coût net |
|------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Etude requalification centre-bourg | 33 570€ | 22 400€ | 11 170€ |
| Etudes voie verte | 35 496€ | 0€ | 35 496€ |
| Toitures/façades + habiter mieux | 50 000€ | - | 50 000€ |
| Subvention FISAC (ORAC) | 66 000€ | 66 000€ | 0€ |
| Investissement très haut débit | 11 263,43€ | 0€ | 11 263,43€ |
| Travaux logements | 15 675 € | 2 571 € | 13 104 € |
| Total | 212 004,43€ | 90 971€ | 121 033,43€ |

Monsieur Frédéric MATHIAS note que la 2C2A perçoit autour de 250 000€ de subventions venant diminuer les charges de personnel, et qu'une partie importante de ce montant provient de subventions régionales. Il souhaite savoir si nous avons une visibilité sur le devenir de ces subventions à compter de 2016.

Monsieur Léo MAKSUD répond qu'en effet une partie de ce montant correspond à l'ingénierie Pays, mais que le reste correspond à d'autres subventions provenant d'autres financeurs pour lesquels le financement au titre de l'année 2016 est garanti (LEADER, Natura 2000...). Pour le futur de l'ingénierie Pays, nous n'avons comme pour tous les autres financements régionaux, pas de visibilité à l'heure actuelle sur les dispositifs qui seront mis en œuvre.

Monsieur Hervé LAHOTTE remarque que le fond de péréquation de la taxe professionnelle est en hausse en 2015, Une suppression de ce fonds avait été évoquée en 2014. Il demande donc si le montant 2015 sera maintenu les prochaines années.

Monsieur le Président répond qu'elle est en effet en sensible augmentation pour les intercommunalités et qu'il s'agit d'un choix départemental lié à la nécessité pour ces structures de financer des projets structurants tels la Voie Verte ou le Très Haut Débit. Quant à son futur, sa suppression ne semble plus être envisagée pour le moment

La présentation de ces orientations budgétaires terminées et plus aucune remarque n'étant formulée, Monsieur le Président clôt le débat d'orientations budgétaires en expliquant que celui-ci ne se vote pas mais que les décisions prises seront retranscrites lors du budget qui sera voté lors du prochain Conseil communautaire le 31 mars.

b/ Autorisation d'inscription de crédits dépenses d'investissement avant le vote des Budgets Primitifs

Dans le cas où une collectivité n'a pas adopté son budget au 1er janvier, elle peut néanmoins avant le vote du budget:

- Engager, liquider et mandater des dépenses de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente
- Liquider et mandater les dépenses dans la limite des crédits de paiement prévus par l'autorisation de programme
- Sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'année précédente.

Budget Général

| CHAPITRE | ARTICLE | LIBELLE | AUTORISATION 2016 |
|--------------------------------------|---------|------------------------------------|-------------------|
| 20 Immobilisations incorporelles | 2051 | Concessions et droits similaires | 8 750,00 |
| 204 Subventions d'équipement versées | 20421 | Bien mobiliers matériels et études | 16 500,00 |
| | 20422 | Bâtiments et installations | 12 500,00 |
| 21 Immobilisations corporelles | 21318 | Autres bâtiments publics | 23 000,00 |
| | 2182 | Matériel de transport | 500,00 |
| | 2183 | Matériel de bureau et informatique | 2 500,00 |
| | 2184 | Mobilier | 1 250,00 |
| | 2188 | Autres immobilisations corporelles | 2 500,00 |

Budget Parc Argonne Découverte

| CHAPITRE | ARTICLE | LIBELLE | AUTORISATION 2016 |
|----------------------------------|---------|------------------------------------|-------------------|
| 20 Immobilisations incorporelles | 2031 | Frais d'étude | 6 000,00 |
| 21 Immobilisations corporelles | 2138 | Autres constructions | 8 000,00 |
| | 2183 | Matériel de bureau et informatique | 500,00 |
| | 2188 | Autres immobilisations corporelles | 6 250,00 |

Budget Déchets ménagers

| CHAPITRE | ARTICLE | LIBELLE | AUTORISATION 2016 |
|----------------------------------|---------|------------------------------------|-------------------|
| 20 Immobilisations incorporelles | 2051 | Concessions et droits similaires | 1 250,00 |
| 21 Immobilisations corporelles | 2182 | Matériel de transport | 2 500,00 |
| | 2183 | Matériel de bureau et informatique | 1 250,00 |
| | 2188 | Autres immobilisations corporelles | 11 250,00 |



Aucune remarque n'étant apportée, les membres du Conseil communautaire AUTORISENT le paiement des dépenses d'investissement avant le vote du budget 2016 comme ci-dessus, à l'unanimité.

c/ Budget 2016 de l'Office de Tourisme de l'Argonne Ardennaise

Budget Primitif 2016 Office de Tourisme communautaire

Dépenses de fonctionnement

| | Budget 2015 | révisé au 07/01/2016 | BP 2016 | |
|--|-------------------|----------------------|-------------------|---|
| Total Charges à caractère général | 39 500,00 | 34 793,62 | 44 300,00 | |
| 0001 Fournitures non stockables (eau, énergie...) | 2 700,00 | 1 181,90 | 1 700,00 | |
| 0003 Fournitures d'électrification et de petit équipement | 300,00 | 168,73 | 300,00 | |
| 0004 Fournitures administratives | 500,00 | 207,84 | 400,00 | |
| 0006 Autres matières et fournitures | 4 500,00 | 5 850,30 | 7 000,00 | Plus d'achats boutique mais plus de recettes |
| 007 Achats de marchandises | | 32,29 | | |
| 0132 Locations immobilières | 6 800,00 | 6 661,20 | 6 800,00 | Loyers |
| 0135 Locations mobilières | | | 300,00 | Location TPE |
| 0139 Autres biens mobiliers | 300,00 | 282,30 | 300,00 | Réparations |
| 0150 Maintenance | 200,00 | 210,87 | 200,00 | |
| 0158 Autres | 1 300,00 | 1 302,41 | 1 300,00 | Assurance |
| 018 Divers | 1 500,00 | 1 216,70 | 1 200,00 | prestations diverses (traductions...) |
| 0225 Indemnités au comptable et aux régisseurs | 150,00 | 171,75 | 200,00 | |
| 0233 Foires et expositions | 1 000,00 | 334,90 | 3 000,00 | dont 2 000€ de hausse pour mutualisation moyens avec le PAD |
| 0236 Catalogues et imprimés | 11 000,00 | 9 349,98 | 12 300,00 | |
| 0238 Divers | | 787,20 | | |
| 0251 Voyages et déplacements | 2 000,00 | 1 306,62 | 2 000,00 | |
| 0257 Réceptions | 400,00 | 0,00 | 400,00 | |
| 0261 Frais d'affranchissement | 800,00 | 1 001,84 | 1 000,00 | Frais affranchissement |
| 0262 Frais de télécommunications | 1 500,00 | 1 099,84 | 750,00 | |
| 027 Services bancaires et de crédit | 0,00 | | 100,00 | Frais bancaire TPE |
| 0281 Concours divers (cotisations...) | 1 400,00 | 1 287,20 | 1 400,00 | |
| 0283 Frais de nettoyage des locaux | 1 800,00 | 1 676,32 | 1 800,00 | |
| 0288 Autres | 1 700,00 | 103,60 | 150,00 | Factures Ordures ménagères |
| Total Charges de personnel et frais assimilés | 99 000,00 | 95 194,69 | 101 000,00 | |
| 0311 Taxes sur les salaires | 9 000,00 | 7 362,00 | 7 400,00 | |
| 0313 Participation des employés à la formation prof | 300,00 | 289,66 | 600,00 | |
| 0332 Cotisations versées au PVAL | 100,00 | 67,90 | 100,00 | |
| 0338 Cotisations au centre régional CNFPT | | 209,60 | 300,00 | |
| 0338 Autres impôts temporaires assimilés sur rémunération | 300,00 | 203,75 | 300,00 | |
| 0411 Personnel titulaire | 71 000,00 | 67 929,52 | 71 000,00 | |
| 0451 Cotisations à l'URSSAF | 10 500,00 | 12 473,49 | 13 000,00 | dont 600€ de participation de l'employeur à la mutuelle |
| 0452 Cotisations aux mutuelles | | | 600,00 | |
| 0453 Cotisations aux caisses de retraite | 2 500,00 | 2 690,63 | 3 000,00 | |
| 0454 Cotisations aux ASSECO | 3 000,00 | 2 717,28 | 3 000,00 | |
| 0458 Cotisations aux organismes sociaux | 600,00 | 756,00 | 800,00 | |
| 0478 Médecine du travail, pharmacie | 400,00 | 209,80 | 400,00 | |
| 0478 Autres charges sociales diverses | 300,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Total Dépenses imprévues | 6 000,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 22 Dépenses imprévues | 6 000,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Total Virement à la section d'investissement | 2 045,65 | 0,00 | 0,00 | |
| 23 Virement à la section d'investissement | 2 045,65 | 0,00 | 0,00 | |
| Total Opérations d'ordre de transfert entre sections | 2 000,00 | 1 726,28 | 4 000,00 | |
| 0611 Dotations en prêt de trésorerie incorporées & corporelles | 2 000,00 | 1 726,28 | 4 000,00 | |
| Total Autres charges de gestion courante | 500,00 | 347,36 | 500,00 | |
| 0632 Frais de gestion | 500,00 | 347,36 | 600,00 | |
| Total Charges exceptionnelles | 17 371,46 | 0,00 | 3 700,00 | |
| 0718 Autres charges exceptionnelles sur op de gestion | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 073 Titres annulés (sur excédents antérieurs) | 200,00 | 0,00 | 200,00 | |
| 078 Autres charges exceptionnelles | 17 171,46 | 0,00 | 3 500,00 | |
| Total | 166 417,11 | 132 061,87 | 153 500,00 | |

Recettes de fonctionnement

| | Budget 2015 | révisé au 07/01/2016 | BP 2016 | |
|--|-------------------|----------------------|-------------------|---|
| Total Excédent de fonctionnement reporté | 23 917,11 | 0,00 | 0,00 | |
| 2 Excédent de fonctionnement reporté | 23 917,11 | 0,00 | 0,00 | |
| Total Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 0418 Remboursements sur rémunération du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Total Produits des services, domaine et ventes diverses | 8 500,00 | 9 125,29 | 13 500,00 | |
| 705 Prestations de services | 1 500,00 | 620,75 | 2 000,00 | Ventes pour comptes de tiers |
| 707 Ventes de marchandises | 7 000,00 | 7 368,15 | 10 000,00 | Ventes produits boutique |
| 7082 Commissions et courtages | | 1 116,39 | 1 500,00 | Recette ventes encarts pub |
| Total Subventions d'exploitation | 114 000,00 | 90 000,00 | 118 000,00 | 4 000€ supplémentaires liées à la mutualisation de moyens avec le PAD pour la promotion touristique |
| 74 SUBVENTIONS D'EXPLOITATION | 114 000,00 | 90 000,00 | 118 000,00 | |
| Total Autres produits de gestion courante | 20 000,00 | 22 797,39 | 22 000,00 | |
| 703 Recouvrement de taxes de séjour | 20 000,00 | 22 797,39 | 22 000,00 | |
| Total Produits exceptionnels | 0,00 | 1 105,00 | 0,00 | |
| 7718 Autres produits exceptionnels sur op de gestion | 0,00 | 609,00 | 0,00 | |
| 773 Mandats annulés | | 496,00 | | |
| Total | 166 417,11 | 123 027,76 | 153 500,00 | |

| Dépenses d'investissement | | | |
|---|------------------|-----------------------|--|
| | Budget 2015 | réalisé au 07/01/2016 | BP2016 |
| Total Emprunts et dettes assimilés | 0,00 | 0,00 | |
| 105 Dépôts et cautionnements reçus | 0,00 | 0,00 | |
| Total Immobilisations incorporelles | 1 300,00 | 728,00 | 1 000,00 |
| 2051 Concessions et droits assimilés | 1 300,00 | 728,00 | 1 000,00 |
| | | | dont Constellation premium |
| Total Immobilisations corporelles | 16 000,00 | 10 763,61 | 17 500,00 |
| 2163 Matériel de bureau et matériel informatique | 1 000,00 | 664,00 | 1 000,00 |
| 2188 Autres | 15 000,00 | 10 099,61 | 16 800,00 |
| | | | Reste travaux 13 500 + 2 000 divers + 2000 achat matériel pour foires et salons |
| Total Autres Immobilisations financières | 1 650,00 | 1 650,00 | |
| 375 Dépôts et cautionnements variés | 1 650,00 | 1 650,00 | |
| Total | 18 950,00 | 13 141,61 | 18 500,00 |
| Recettes d'investissement | | | |
| | Budget 2015 | réalisé au 07/01/2016 | BP2016 |
| Total Excédent d'investissement reporté | 904,35 | 0,00 | |
| 1 Excédent d'investissements reporté | 904,35 | 0,00 | |
| Total Subventions d'investissements | 14 000,00 | 4 987,44 | 15 500,00 |
| 1312 Régions | | | 6 500,00 |
| 1310 Autres établissements publics locaux | 14 000,00 | 4 987,44 | 9 000,00 |
| | | | Subvention d'investissement de la 2C2A (reste de la subvention accordée en 2015 et non versée) |
| Total Virement de la section de fonctionnement | 2 045,65 | 0,00 | |
| 21 Virement de la section de fonctionnement | 2 045,65 | 0,00 | |
| Total Opérations d'ordre de transfert entre sections | 2 000,00 | 1 726,26 | 4 000,00 |
| 2805 Concessions & droits similaires, brevets, licences | 600,00 | 598,96 | 600,00 |
| 28183 Matériel de bureau et matériel informatique | 400,00 | 72,00 | 400,00 |
| 28184 Mobiles | 200,00 | 271,97 | 200,00 |
| 28188 Autres | 800,00 | 783,36 | 2 800,00 |
| | | | Amortissements |
| Total Emprunts et dettes assimilés | 0,00 | 0,00 | |
| 105 Dépôts et cautionnements reçus | 0,00 | 0,00 | |
| Total | 18 950,00 | 6 693,72 | 19 500,00 |

M. MAKSUD indique qu'il y a peu de changements par rapport à l'année 2015.

Les membres du Conseil communautaire ADOPTENT le budget 2016 de l'Office de Tourisme de l'Argonne ardennaise comme présenté ci-dessus, à l'unanimité.

d/ Versement d'un fonds de concours à la commune de Buzancy au titre de 2016

Madame Karine ODIENNE indique que le Conseil Communautaire, en date du 8 octobre 2009, a accepté le principe d'attribuer un fonds de concours à la commune de Buzancy, à compter du 1^{er} janvier 2010 et ce, durant 10 ans, selon un échancier dégressif. Elle rappelle que cette décision a fait suite à l'instauration par la 2C2A de la taxe de séjour : Buzancy était la seule commune du territoire à l'époque à l'avoir mis en place.

Ainsi, il est proposé au Conseil Communautaire d'accepter le versement d'un fonds de concours au bénéfice de la commune de Buzancy, pour 2016, à hauteur de 2 652,28€. Il reste 3 ans selon l'échéancier.

Le Conseil communautaire ACCEPTE le versement, au titre de 2016, d'un fonds de concours à la commune de Buzancy d'un montant de 2 652,28 €, à l'unanimité.

e/ DETR 2016 : Autorisation de dépôt de demande de subvention

- Madame Karine ODIENNE indique que les dossiers de demandes de subvention au titre de la DETR 2016 ont été déposés pour le 29 janvier 2016. Afin de compléter le dossier déposé pour l'étude préalable à la réalisation d'un Plan Local de Santé (PLS), il est nécessaire de délibérer de manière à approuver le plan de financement et autoriser le Président à déposer les dossiers.

A l'initiative du Président de l'Argonne Ardennaise, une rencontre récente a eu lieu avec des représentants de l'Agence Territoriale de Santé visant à obtenir des informations sur un Plan Local de Santé (objectifs, conditions de mise en œuvre,...).

L'objectif principal d'un tel plan vise à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé en :

- Facilitant l'accès des personnes, notamment « démunies », aux soins, aux services, et à la prévention Améliorant les contextes sociaux et d'environnement qui déterminent, à plus ou moins long terme, l'état de santé des populations au niveau local (enclavement en matière de transport, problèmes de pollution spécifiques, etc.)
- Ciblant les interventions les plus efficaces pour résoudre les problèmes identifiés (ex : création d'une maison de santé pluri disciplinaire, développement d'un réseau gériatrique, installation d'une maison des adolescents...)

Il permet de coordonner sur un territoire donné les objectifs poursuivis, les actions à mettre en œuvre et les ressources de l'ensemble des acteurs dans le but de créer des synergies permettant de mieux répondre aux enjeux de santé sur le territoire.

La signature d'un PLS, mesure innovante de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires, dite loi « HPST », offre aux collectivités territoriales et à l'ARS l'opportunité de réunir leurs forces pour réaliser leurs objectifs communs en matière d'amélioration de la santé des populations.

Il est un outil de déclinaison du Schéma Régional de Santé.

Il associe d'autres acteurs de la santé, partenaires et organismes prêts à accompagner les actions (Conseil Départemental, CPAM, CAF, associations, mutuelles etc.) créant une dynamique de santé locale, cohérente et coordonnée, en réponse à des besoins clairement identifiés à partir d'un diagnostic local partagé.

Dans le cadre de la DETR 2016, il est possible de mobiliser des crédits pour financer le diagnostic de territoire. C'est pourquoi, il est proposé au Conseil communautaire d'autoriser le Président à solliciter des fonds d'Etat, via la DETR 2016, pour le financement du diagnostic de santé du territoire.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

| Dépenses | | Recettes | |
|--|----------|-----------------|----------|
| Etude et diagnostic de santé du territoire | 30 000 € | DETR – 50 % | 15 000 € |
| | | Autofinancement | 15 000 € |
| Total | 30 000 € | | 30 000 € |

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté AUTORISE le dépôt d'un dossier de demande de subvention au titre de la DETR 2016 pour la réalisation d'une étude préalable à un Plan Local de Santé, à l'unanimité.

f/ Proposition de convention de moyens 2016 avec l'URCA

En 2010, l'Université de Reims Champagne Ardenne a souhaité élargir son potentiel de plateformes technologiques en intégrant le Centre de Recherche et de Formation en Eco Ethologie (CERFE), géré par la 2c2a, dans le cadre d'un partenariat.

A cet effet, la 2C2A et l'URCA ont signé une convention cadre d'objectifs pour la période du 1^{er} septembre 2010 au 31 décembre 2013, renouvelée du 01/01/2014 au 31/12/2018.

La 2C2A devient partenaire de l'URCA quant au fonctionnement du CERFE et est amenée à participer financièrement au fonctionnement du CERFE sous la forme de l'attribution d'une subvention annuelle, versée sur la base d'une demande écrite de l'URCA. 30 000 euros sont sollicités pour 2016 sur la base des charges à caractère général nécessaire au fonctionnement du CERFE.

CONVENTION 2016 D'ATTRIBUTION DE MOYENS

Entre

La Communauté de Communes de l'Argonne Ardennaise (2C2A), Etablissement Public de Coopération Intercommunale, créé par arrêté préfectoral en date du 31 décembre 1997, dont le siège social est situé 44-46 rue du Chemin Salé – 08400 VOUZIERS, représentée par son Président en exercice, Monsieur Francis SIGNORET, dûment habilité par délibération n° 2016/..... du Conseil communautaire du 10/02/2016, d'une part,

Et

L'Université de Reims Champagne Ardenne / CERFE, dont le siège social est à Reims, 9, Boulevard de la Paix, représentée par son Président, M. Gilles BAILLAT, d'autre part,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention d'attribution de moyens a pour objet de définir les moyens et objectifs affectés à l'URCA/CERFE par la 2C2A pour l'année 2016 conformément et en application de la convention-cadre signée en date du 17/03/2014.

Article 2 : Participation financière

Pour permettre à l'Université de Reims Champagne-Ardenne / CERFE de mener à bien les objectifs fixés d'une part, et de respecter les engagements de la présente convention d'autre part, la 2C2A attribue à l'URCA, chaque année, un concours financier sous forme d'une subvention.

Conformément au budget de fonctionnement proposé par le CERFE et accepté par la 2C2A (annexé à la présente convention), la participation financière maximale de la 2C2A pour l'année 2016 s'élève à 30 000 €.

Cette subvention accordée à l'URCA/CERFE correspond à 8.5 % des besoins en fonctionnement et aux actions établies selon un programme défini entre les 2 structures et précisé à l'article 4.

Article 3 : Règlement

La subvention sera versée en trois fois selon le planning suivant :

A la signature de la convention de moyens : Acompte de 40% soit 12 000 €, étant rappelé que la décision d'attribution de la subvention de fonctionnement doit être notifiée par la 2C2A avant le 28 février de l'année N.

Avant le 31 aout 2016 : Second acompte de 12 000 €

Versement du solde de la subvention, soit 6 000 € sur production par l'URCA d'un bilan annuel d'activités
En contrepartie de la subvention apportée par la 2C2A, l'URCA/CERFE prend les engagements formulés dans l'article suivant.

Article 4 : Contreparties au concours financier de la 2C2A

L'URCA s'engage à maintenir les activités suivantes :

Participation à des actions de diffusion de la culture scientifique sur le territoire de la Communauté de Communes de l'Argonne Ardennaise à concurrence minimum de 32 jours (comprenant pour moitié l'animation et pour moitié la préparation) notamment dans le cadre d'ateliers animés au sein du Parc Argonne Découverte ou encore d'écoles du territoire

Mise en œuvre et suivi des projets scientifiques de la 2C2A

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est consentie pour une durée d'un an, soit du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016.

Article 6 : Modification de la convention

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant accepté par les deux parties.

Tout avenant pourra modifier les articles de la présente convention à l'exception des articles 1 et 5.

Article 7 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception postale valant mise en demeure.

Vouziers, le

Le Président de la 2C2A,

Francis SIGNORET

Le Président de l'URCA

Gilles BAILLAT

Monsieur Dominique LAMY signale une erreur dans le compte rendu d'activité 2015 qui a été annexé lors de l'envoi des convocations de cette réunion et notamment en page n°7 où le total du tableau ne devrait pas être de 350 000€ mais 187 050€. Le montant de la demande de subvention reste bien à 30 000€.

Après vérification auprès du CERFE, il s'avère que des erreurs ont été commises car les projets «Corridors» et «Ins'Pyr» n'apparaissent pas, ni les charges du personnel concernant les ingénieurs de recherche permanents

Ci-dessous le tableau corrigé.

Le montant sollicité reste de 30 000 soit 8% du montant total du budget prévisionnel.

« 5. Budget prévisionnel des charges à caractère général du CERFE »

| Dépenses 2016* | | Coûts | Financeurs |
|----------------------|---------------------------------------|---------|--------------|
| | Assurance et taxes | 3 700 | 2C2A |
| | Communication | 1 200 | 2C2A |
| | Entretien | 10 200 | 2C2A |
| | Fluide | 5 900 | 2C2A |
| | Fonctionnement | 9 000 | 2C2A |
| Charges de personnel | Ingénieurs de Recherche permanents | 136 000 | URCA URCA |
| | Ingénieurs de Recherche Contractuel s | 95 250 | |
| | Technicien | 16 800 | |
| Fonctionnement | Projet Corridors | 32 000 | |
| | Projet Ins'Pyr | 67 200 | |
| Total | | 377 250 | |

| Financier | Coût fonctionnement | Pourcentage |
|--------------------|---------------------|-------------|
| 2C2A | 30 000 | 8 % |
| URCA + partenaires | 347 250 | 92 % |

Le conseil communautaire VALIDE la convention de moyens 2016 à signer avec l'Université de Reims Champagne Ardenne telle qu'annexée à la présente délibération et pour un montant maximal de participation de 30 000 €, à l'unanimité.

g/ Autorisation de dépôt de demande de subvention auprès de la Région Alsace Champagne Ardenne Lorraine au titre du dispositif « Culture Scientifique, Technique et Industrielle » pour les animations du Parc Argonne Découverte (mission chercheur et théâtre du vivant) ; Validation du plan de financement

- o Animation 1 : Exposition Mission Chercheur. Ce lieu de vulgarisation scientifique permet d'appréhender avec des mots simples les concepts scientifiques couramment utilisés. Elle reprend des études conduites par l'URCA-CERFE.
- o Animation 2 : Série d'interventions réalisées par les chercheurs et doctorants de l'URCA-CERFE. Leurs interventions auront lieu au PAD courant juillet-août, à raison de 2 interventions par semaine, soit environ 18 interventions au total.

- o Animation 3 : Théâtres du vivant. Ces animations sont réalisées dans un espace dont la décoration évoque un laboratoire de recherche. Présentations d'animaux ou d'insectes, Cette année, deux thématiques sont particulièrement divulguées : la communication animale et les adaptations animales.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire APPROUVE le plan de financement prévisionnel suivant pour la réalisation des actions de vulgarisation au Parc Argonne Découverte, à l'unanimité.

DEPENSES

| | Année 2016 | Année 2017 | Année 2018 |
|-------------------------------|------------|------------|------------|
| Frais de personnel (2 postes) | 88 500 € | 90 200 € | 92 100 € |
| Frais indirects | 13 275 € | 13 530 € | 13 815 € |
| Investissement | 0 | 0 | 0 |
| Total des dépenses | 101 775 € | 103 730 € | 105 915 € |

RECETTES

| | Année n | Année n+1 | Année n+2 |
|----------------------|--------------|--------------|--------------|
| Financements publics | | | |
| Région ACAL | 10 177.50 € | 10 373.00 € | 10 591.50 € |
| Autofinancement 2c2a | 91 597,50 € | 93 357.00 € | 95 323,5 € |
| Total des recettes | 101 775.00 € | 103 730.00 € | 105 915.00 € |

4. DECHETS MENAGERS : OPTIMISATION DES POSTES DE COLLECTE SELECTIVE

Monsieur Mathieu SANTERRE présente cette partie en rappelant l'historique :

Historique

La collecte sélective est en place sur notre territoire depuis 2001 avec une majorité en apport volontaire,

- 86 communes sur 100 jusqu'en juin 2011.

- Depuis le 1^{er} juillet 2011, la totalité des communes du territoire de la 2c2a sont en apport volontaire.

Chiffres clés (provenance ADEMA, VALODEA et 2c2a) :

| | 2C2A | CRETES | RETHEL | PORTES DU LUXEMBOURG | ARDENNES |
|--------------------|-------|--------|--------|----------------------|----------|
| Tonnages collectés | 1047 | 673 | 429 | 879 | 14954 |
| Tonnages valorisés | 943 | 502 | 387 | 771 | 12394 |
| Refus (tonnes) | 104 | 171 | 42 | 108 | 2560 |
| Taux refus | 11 | 25 | 10 | 12.5 | 17.12 |
| Kg/hab collecté | 58.14 | 52.28 | 44.57 | 43.13 | 52.82 |
| Kg/hab valorisé | 52.32 | 39.02 | 40.21 | 37.81 | 43.77 |

Selon la dernière étude de l'ADEME qui prend en compte les chiffres de l'année 2011, en milieu rural, 41.79 % des tonnages collectés le sont en apport volontaire et 58.21 % en porte à porte.

Le nombre de collectivités en apport volontaire est de 54 % (données ADEME de mai 2015)

Les 46 % restant sont soit en porte à porte soit sur un système mixte apport volontaire et porte à porte

La tendance qui se dessine pour les années à venir en milieu rural est une baisse du porte à porte et une augmentation de l'apport volontaire.

En habitat rural, la valeur de référence nationale pour la collecte sélective est de 48.01 kg /hab/an.

Etude financière

Base : Tonnage et coût 2014 (1022 tonnes collectées pour 179 345 € ttc) / Collecte en apport volontaire et séparé.

| | Base 2014 | Scénario 1 | Scénario 2 | Scénario 3 |
|-----------------------------------|-----------|-----------------------|---------------|-------------------|
| Mode de collecte | - | Apport volontaire | Porte à porte | Apport volontaire |
| Prestation | - | Prestation extérieure | Régie | Régie |
| Coût 1 ^{ère} année | 186 345 | 165 624 | 366 215 | 134 000 |
| Coût / hab 1 ^{ère} année | 10,32 | 9,20 | 20,34 | 7,45 |
| Coût annuel | 186 345 | 165 624 | 311 215 | 134 000 |
| Coût/hab | 10,32 | 9,20 | 17,28 | 7,45 |

Monsieur Mathieu SANTERRE indique que l'estimation du scénario 1 est faite sur la base de bennes classiques. Il est envisageable de recourir, comme pour le scénario 3, à des bennes de compactage ce qui permet de diminuer la fréquentation de vidage des bennes et donc de diminuer le coût de la prestation. Le montant de la baisse obtenue n'est pas connu exactement puisque nous n'avons pas de références au niveau du coût du marché avec un prestataire en bennes de compactage.

Si le scénario 1 était retenu, il serait prévu dans le marché que le prestataire puisse utiliser des bennes de compactage.

Monsieur Philippe ETIENNE indique que les membres de la commission Environnement lors de sa dernière séance ont donné les avis suivants : 2 voix POUR pour le scénario 1, 4 voix POUR pour le scénario 2, 5 voix POUR pour le scénario 3 et 1 ABSTENTION.

Le Bureau communautaire, en date du 1 février dernier a choisi de rester en apport volontaire avec une prestation extérieure.

Monsieur Pierre LAURENT CHAUVET, souligne le fait que l'excédent du budget « Ordures Ménagères » étant de 600 000€ actuellement, il est possible d'utiliser une partie pour l'achat de bacs afin de pouvoir passer en scénario 2 tout en limitant les coûts d'acquisition du matériel.

Monsieur le Président indique que le taux de performance en matière de collecte de multi matériaux de la Communauté de communes est nettement supérieur aux autres Communautés de communes. Il ajoute que le taux de performance chute lorsque les collectivités sont en porte à porte.

Monsieur Frédéric MATHIAS évoque le dépôt d'ordures autour des bennes sur les points tri et demande si la collectivité pourrait envisager un ramassage ? Il explique que ce sont les employés communaux qui nettoient actuellement. Monsieur le Président répond que le personnel n'a pas le temps en plus des collectes pour effectuer cette tâche. Monsieur Frédéric COURVOISIER CLEMENT signale, qu'en cette période de projet de mutualisation, la 2C2A devrait peut-être réfléchir à mutualiser un agent pour effectuer cette prestation.

Plus aucune remarque n'étant apportée, les membres du Conseil communautaire DECIDENT de maintenir la collecte sélective sur le territoire de l'Argonne ardennaise par le recours à un prestataire de service à 82 voix POUR, 11 CONTRE et 1 ABSTENTION.

Madame Karine ODIENNE indique que dans ce cas de maintien du service collecte en prestation il est nécessaire d'autoriser le lancement d'un marché de prestation de service comme suit :

Appel d'offres ouvert, notamment en application des articles 33, 57 à 59 du Code des Marchés Publics, ayant pour objet :

Relevage et vidage des conteneurs d'apport volontaire pour les multi-matériaux et le verre sur le territoire de la Communauté de Communes de l'Argonne Ardennaise,

Transfert du verre collecté à l'unité de traitement PATE SAS de Reims (51),

Transfert des matériaux collectés au centre de tri de Charleville-Mézières (08),

Allotissement : OUI

Durée du marché : 4 ans + 1 an

Critères de choix :

Valeur technique de l'offre (45%)

Prix des prestations (55%).

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire VALIDE le lancement d'une procédure de consultation pour un marché de prestation de service relatif à la collecte sélective en appel d'offres ouvert, notamment en application des articles 33, 57 à 59 du Code des Marchés Publics, dont l'objet est le suivant :

- Relevage et vidage des conteneurs d'apport volontaire en multi-matériaux et verre sur le territoire de la Communauté de Communes de l'Argonne Ardennaise,
- Transfert du verre collecté à l'unité de traitement PATE SAS de Reims (51),
- Transfert des matériaux collectés au centre de tri de Charleville-Mézières (08),

5. PERSONNEL COMMUNAUTAIRE

a/ Annualisation du poste de responsable de la restauration du Parc Argonne découverte

Le Conseil communautaire a autorisé la création d'un emploi permanent de Technicien pour occuper les fonctions de Responsable de la restauration du Parc Argonne Découverte, mais aussi le principe d'annualisation du poste.

Le comité technique placé auprès du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Ardennes a remis un avis favorable au cours de sa séance du 8 février 2016.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire, DECIDE d'adopter les principes de l'annualisation présentés en séance, qui seront mis en œuvre pour le technicien territorial responsable de la restauration du Parc Argonne Découverte à temps complet, à l'unanimité.

b/ Passage à temps complet du poste d'agent d'accueil dédié au Parc Argonne Découverte

Le Conseil communautaire a autorisé le principe de modifier la quotité de travail de l'emploi d'adjoint administratif territorial de 2^{ème} classe dédié au Parc Argonne Découverte (passage d'un temps non complet à un temps complet).

Le comité technique placé auprès du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Ardennes a remis un avis favorable au cours de sa séance du 8 février 2016.

En conséquence, le Conseil communautaire sera chargé de délibérer sur la modification de la quotité de travail affecté à cet emploi.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire ACCEPTE de modifier la quotité de travail de l'emploi d'adjoint administratif de 2^{ème} classe, qui devient un emploi à temps complet, à l'unanimité.

6. INSTALLATION DU COMITE DE PROGRAMMATION DU GAL DE L'ARGONNE ARDENNAISE

Sur proposition du Président, ce point est ajouté à l'ordre du jour.

Madame Karine ODIENNE indique que le Comité de programmation du GAL de l'Argonne ardennaise a désigné Madame Marie Christine GEANT à la fonction de Présidente et Monsieur Benoît SINGLIT à la fonction de Vice-Président.

Sachant que le règlement du GAL, voté en Conseil communautaire le 20 octobre dernier, prévoit que les élections soient confirmées par délibération, le Conseil communautaire est invité à se prononcer.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire confirme l'élection de Madame Marie Christine GEANT à la fonction de PRESIDENTE et de Monsieur Benoît SINGLIT à la fonction de VICE-PRESIDENT, à l'unanimité.

7. QUESTION DIVERSES

Plus aucune question n'étant posée, Monsieur le Président lève la séance à 21h10 et informe les membres du Conseil communautaire que la prochaine réunion aura lieu le jeudi 31 mars 2016.

Fait à VOUZIER, le 22/02/2016

Le secrétaire de séance,

Raoul MAS



